

Questions orales

L'INDUSTRIE

LES PRODUITS FORESTIERS—DEMANDE DE PROGRAMMES
D'AIDE

M. F. Oberle (Prince George-Peace River): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le ministre peut-il nous dire si son ministère envisage de fournir une aide particulière au secteur des industries du papier et des industries annexes, compte tenu du ralentissement de leurs expéditions, de l'accumulation vertigineuse de leurs stocks et des compressions de personnel? Si le ministre met sur pied des programmes d'aide, peut-il nous dire sous quelle forme se présentera cette aide et si elle visera des régions particulières du Canada?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, nous avons accru nos efforts sur les marchés d'exportation et nous nous sommes efforcés d'ouvrir de nouveaux marchés aux produits forestiers canadiens. Il y a une quinzaine de jours je suis allé au Japon et j'ai fait tout ce que j'ai pu pour convaincre les responsables et les hommes d'affaires japonais d'acheter des produits forestiers canadiens. Nous présidions alors une réunion à Osaka portant sur un nouveau système de construction d'armatures de poutres que les Japonais ont adopté grâce aux efforts déployés par le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial et l'industrie du bois elle-même.

LE PROJET D'AIDE À LA CONSTRUCTION D'UNE PAPETERIE EN
IRAN—LES RETOMBÉES SUR L'INDUSTRIE CANADIENNE

M. F. Oberle (Prince George-Peace River): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre se propose aussi, pour aider l'industrie canadienne, de participer à la construction d'une usine de pâte à papier et de papier en Iran, pays vers lequel le Canada exporte chaque année pour plus de 10 millions de dollars de produits de l'industrie de la pâte à papier et du papier. Peut-il nous assurer que les études réalisées par son ministère nous garantissent que l'aide apportée par le Canada, et qui revient à se créer un concurrent potentiel, n'aura pas à long terme des répercussions néfastes sur notre industrie, nos exportations et l'emploi dans l'industrie de la pâte à papier au Canada? Si son ministère a envisagé ce problème, le ministre pourrait-il déposer cette étude à la Chambre?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je pense qu'à la suite des entretiens que j'ai eus avec la délégation de l'Iran la semaine dernière au Conseil économique mixte, un certain nombre d'accords ont été conclus, accords qui devraient

[M. Macdonald (Rosedale).]

permettre au Canada de réaliser un chiffre d'exportations de 1 milliard 300 millions de dollars d'ici cinq ans. Une partie des accords porte sur l'industrie de la pâte à papier et du papier. Je pense que les ouvertures sont réciproques, c'est-à-dire que nous aurons des ouvertures considérables pour nos exportations de produits forestiers, en particulier de pâte à papier et de papier vers l'Iran, qu'il y aura peut-être certains investissements dans cette industrie, et que des sociétés canadiennes contribueront au transfert de technologie à des sociétés iraniennes.

* * *

LES PORTS

HAMILTON—LA POSITION DU GOUVERNEMENT AU SUJET
D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE—DEMANDE DE PRÉCISIONS

M. Walter Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, puis-je poser ma question au premier ministre? Elle fait suite à une réponse donnée hier au député de Hamilton-Ouest au sujet de l'enquête sur les activités dans le port. Le premier ministre a dit qu'une annonce avait déjà été faite. Étant donné cette déclaration et celle attribuée au ministre du Travail hier dans le *Spectator* de Hamilton selon laquelle il aurait bientôt quelque chose à annoncer à ce sujet, laissant entendre par là qu'il ne l'avait pas déjà fait, le premier ministre veut-il rectifier sa déclaration? Si, par contre, une annonce a effectivement été faite, quelle en était la teneur, à qui était-elle adressée et à quelle date remonte-t-elle?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le ministre du Travail avait exposé quelques jours plus tôt sa position à l'égard de cette pétition du conseil municipal de Hamilton. Sauf erreur, il l'avait fait à un certain journaliste. Telle était alors la position du gouvernement et le ministre continue à l'expliquer. Il aura peut-être quelque chose à ajouter, mais le ministre a bien dit quelle était la position du gouvernement.

M. Baker (Grenville-Carleton): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le premier ministre ou quelqu'un d'autre a-t-il fait une déclaration à propos de l'enquête?

M. Trudeau: Je viens de le dire.

M. Baker (Grenville-Carleton): Y a-t-il eu une enquête d'ordonnée? Dans l'affirmative, sur quoi doit-elle porter, quand a-t-elle été annoncée et à qui? Voilà la question.

L'hon. John C. Munro (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, j'aimerais dire au député que nous sommes à examiner la question, comme l'a dit le premier ministre, et que...

M. Baker (Grenville-Carleton): Avez-vous lu le hansard d'hier?

M. Munro (Hamilton-Est): Laissez-moi terminer. J'ai dit alors que j'en parlerais plus tard et ce moment n'est pas encore venu. Voilà ce qu'a dit le premier ministre.

M. Baker (Grenville-Carleton): Non, ce n'est pas cela.